

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1149 du 2 mars 2013 | www.libres.org
1981-2013 | 32ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



SOMMAIRE DU N°1149

EDITORIAL : Mémoires d'une vache pp. 1-2

CONJONCTURE : Vers un accord de libre-échange UE/USA ? pp. 3-4

ACTUALITÉ : Chômage : la courbe a du mal à se courber p. 4 - Italie : une crise de la démocratie à méditer en France p. 5 - Retraites : les experts sont en place p. 5

CONNAISSANCE DE L'ECONOMIE : p. 6-7

LU POUR VOUS : livres, articles et sites p. 8

Mémoires d'une vache

Je termine ce soir mon séjour au Salon International de l'Agriculture. Je m'appelle Marianne, un nom qui me convient bien parce qu'il fait penser à ce qu'il y a de plus beau et de plus constant dans votre République Française : les subventions, le corporatisme et surtout l'immobilisme. Parce que nous, les vaches, n'aimons pas bouger. Nous ne faisons d'exception que pour les trains, mais nous commençons à nous inquiéter de voir de plus en plus de trains étrangers circuler sur des rails français et les grèves de cheminots nous chagrinent.

Je m'adresse à vous parce que j'ai un devoir de mémoire (j'ai compris que c'est l'acte civique par excellence). Je veux témoigner des belles heures de ce

Salon, et je veux que les leçons de 50 ans ne soient pas perdues.

Mon témoignage, c'est d'abord celui de la continuité politique de notre pays. Depuis 1870, avec le Concours Général Agricole, ancêtre du Salon, tous les présidents, premiers ministres, ministres et secrétaires d'Etat, bref tout ce qui fait la grandeur de la France, ont défilé ici. En ce qui me concerne je n'ai eu le plaisir d'accueillir que VGE et les suivants, j'ai beaucoup aimé Jacques Chirac qui me caressait la croupe (un peu coquin), mais François Hollande a préféré tapoter mon museau, heureux de voir dans mon regard les leurs d'intelligence dont il est hélas privé dans son entourage. >>>

BULLETIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule postale ou électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

sefel

SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Mémoires d'une vache (suite)

De plus il aime faire des vacherries, comme celle qui a consisté à annoncer la mort politique de Sarkozy : « Tu ne le verras plus », a-t-il répondu à un enfant qui lui demandait où était Sarkozy.

Autre témoignage important : devant moi il n'y a plus ni gauche ni droite, ni parti majoritaire ni opposition : tout le monde vient, se fait photographier avec moi et proclame son amour pour l'agriculture, les paysans, les veaux, les vaches et les cochons, promet de tenir tête à ces cochons d'Anglais et Européens qui veulent la fin de la PAC. Mon paysan a l'air heureux, et j'en beugle d'aise. Le Salon est réellement le creuset de la France profonde, de la France enfouie, des promesses bovines.

Dernier témoignage : cette année le salon a été « au goût du cheval » et mon éleveur peste parce que des bovins de qualité se trouvent associés à des équidés roumains. Ici mon intelligence a été prise exceptionnellement en défaut parce que le Président Hollande, peut-être épuisé après dix heures de visite, a promis un étiquetage de traçabilité qui existe déjà.

“ Unanimité pour honorer la vache ”

Je ne passe que quelques jours à Paris, on veut que je sois la plus belle pour aller parader, mais derrière les apparences,

voyez les leçons que la société française a pu tirer de ces Salons successifs. Il semble en effet que l'on veuille organiser la France comme un troupeau.

D'abord c'est le triomphe de la médiatisation, avec ce qu'il faut pour éblouir le téléspectateur : les enfants qui découvrent les lapins, les moutons noirs (que l'on connaît pourtant bien dans la vie politique), les bananes subventionnées, les produits bios.

Ensuite, c'est l'occasion de recevoir des messages forts. Le ministre de l'agriculture Le Foll (aucun rapport bien sûr avec un triste épisode pour les vaches) a expliqué que l'avenir de l'agriculture est dans l'écologie. Inquiétant tout de même pour moi : il est l'ennemi des herbicides. Les animaux et la nature faisant bon ménage : enfin !

On a beaucoup parlé aussi de la nécessité d'avoir une agriculture « made in France », ce qui m'a un peu gênée parce que je suis de race Salers, dont les ancêtres, à ce qu'on dit, sont Espagnols, et parce que tout ce qui m'entoure, à commencer par la machine à traire qui est importée de Suisse, ou le van qui me transporte de marque allemande, ou le chien de garde qui est un collet d'Ecosse, a souvent une origine étrangère douteuse.

L'organisation en troupeau est aussi le rêve de tout dirigeant politique, notamment à gauche où l'on aime bien le collectif. Ainsi les citoyens français, à ce qu'on m'a dit, sont-ils conditionnés au point de suivre aveuglé-

ment les éleveurs qui les dirigent. Ils rentrent périodiquement à l'étable, qui est en forme de bureau de vote. Ils ne savent pas qu'ils sont à terme menés à l'abattoir.

“ Une société de bestiaux ? ”

Mais la trace la plus visible d'animalité dans la société française est la transposition au genre humain de ce que l'on a réalisé pour les bestiaux. L'insémination artificielle, les manipulations génétiques et l'eugénisme sont à l'ordre du jour. L'euthanasie ne sera plus réservée aux vétérinaires, elle pourra être pratiquée par des médecins.

Ainsi me devais-je de vous rappeler pourquoi le Salon de l'Agriculture est durablement au cœur de la République et entend y rester. Quand la stabulation sera terminée, quand vous verrez à nouveau les bêtes dans les prés, ayez une pensée pour moi, Marianne, songez à tout ce que j'ai gardé en mémoire. Je ne suis pas aussi douée que l'éléphant, mais j'ai pu vous rappeler l'essentiel. Vachement bien à vous.

pcc : Jacques Garelo

VERS UN ACCORD DE LIBRE-ECHANGE UE/USA ?

Au moment où il est politiquement correct de critiquer « la mondialisation ultra-libérale » et où nos ministres préconisent les « circuits courts » pour « produire et consommer au pays », la volonté de la Commission européenne et du gouvernement américain d'engager des négociations pour un accord de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Union Européenne vient nous rappeler qu'il reste encore beaucoup à faire avant de transformer la planète en un « marché unique ». Les obstacles aux échanges n'ont pas totalement disparu et, une nouvelle fois, Paris et Berlin sont en désaccord : comme le titre Le Monde « Berlin enthousiaste, Paris réservé » : tout est dit !

Le libre-échange, moteur de la croissance

On a tellement parlé de la mondialisation que beaucoup ont dû être surpris d'apprendre que l'Union Européenne et les Etats-Unis allaient entamer des négociations pour parvenir à un accord de libre-échange. C'est donc que les échanges ne sont pas si libres que cela ! Certes, depuis la création en 1947 du GATT (Accords généraux sur le commerce et les tarifs douaniers), puis de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) qui l'a remplacé en 1995, bien des négociations ont eu lieu. Les fameux « rounds » ont largement supprimé les obstacles non tarifaires aux échanges (comme les contingentements, limitant l'entrée de produits étrangers) et fait presque disparaître les obstacles tarifaires sur les produits industriels (les droits de douane sont passés en moyenne de plus de 40% à moins de 3%).

Le libre-échange a donc progressé et il a été un moteur de la croissance mondiale depuis cinquante ans : chaque année, sauf les années de récession, la croissance des échanges mondiaux a été supérieure à celle de la production, signe d'une interpénétration incessante des économies : en moyenne, les pays exportent ou importent le tiers de ce qu'ils produisent et de ce qu'ils consomment. Pour les pays de taille moyenne, comme ceux du nord de l'Europe, le taux d'ouverture est supérieur à 50%, il est de 44% en Allemagne et de 25% en France, pays moins ouverts aux échanges.

Mais le protectionnisme n'est pas mort

Pourtant, le libre-échange est loin d'être total. Il existe des formes subtiles de protectionnisme, allant de l'adoption de normes techniques (de sécurité ou de protection de l'environnement) dont le but réel est de freiner l'entrée de produits étrangers, jusqu'à des formes de concurrence déloyale (aides des Etats à certaines entreprises, affaiblissement artificiel du taux de change,...). Il existe surtout des secteurs très protectionnistes : l'agriculture des pays riches (aussi bien l'Union européenne et sa Politique agricole commune, que les Etats-Unis ou le Japon) et le secteur culturel (la France s'est faite la championne de l'exception culturelle, et de ses quotas de films français ou de musique francophone).

Le cycle de Doha est en panne depuis une dizaine d'années : les pays riches ne veulent pas lever leur protectionnisme agricole, ce qui contrarie les pays émergents, comme le Brésil, qui seraient prêts à faire des concessions en matière industrielle si les pays développés ouvraient plus leur secteur agricole. Face à ce blocage, la tendance a été de multiplier les accords ponctuels de libre-échange entre deux pays ou groupes de pays. Au-delà du marché unique de l'Union européenne, c'est le cas de l'ALENA entre le Mexique, les USA et le Canada, mais aussi de pays d'Amérique latine (par exemple avec le Mercosur) ou encore d'Asie du Sud-Est. C'est surtout

le cas autour du Pacifique, avec le projet de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique) de création d'une immense zone de libre-échange des pays du pourtour du Pacifique, des Usa à la Chine, du Japon au Chili, de l'Australie à la Russie, du Vietnam au Mexique.

Un « accord historique » USA/UE ?

Certes, ces accords sont moins porteurs que les accords mondiaux, ils peuvent cloisonner le marché mondial, mais ils constituent un progrès. C'est dans cette logique qu'il faut lire le projet de négociation entre l'Europe et les Etats-Unis.

Ils se sont engagés à ouvrir avant l'été des négociations portant sur ce que Le Figaro appelle « un accord historique » : la plus vaste zone de libre-échange de la planète (en attendant l'APEC), soit le tiers des échanges mondiaux et la moitié du PIB mondial.

Contrairement à ce qu'on aurait pu craindre, Obama a poussé ce projet, dont il a parlé dans son discours sur l'état de l'Union, souhaitant qu'un « commerce libre et équitable vienne soutenir des millions d'emplois bien payés ». Selon les estimations de Bruxelles, un tel accord boosterait la croissance de 0,5% la première année et de 1% ensuite : une bénédiction face à la croissance zéro actuelle. >>

Vers un accord de libre-échange UE/USA ? (suite)

L'accord ne sera pas aisé à négocier car le plus facile (la baisse des droits de douane) a déjà été fait et on s'attaque au noyau dur, celui des réglementations et normes. Selon le commissaire européen au commerce, le poids de ces réglementations équivaut à 10 ou 20% de droits de douane et freine les échanges. Les choses seront aussi difficiles pour l'agriculture, secteur protectionniste, maintenu à coup de subventions et de règles paralysantes (à propos des OGM par exemple) ou pour la culture. François Hollande n'a pas manqué de rappeler qu'il se faisait le défenseur de « l'identité culturelle » de l'Europe. De même, la France a peur que l'accord permette les échanges d'OGM.

La France seule ?

Si la France freine, David Cameron, qui préside le G8, considère cet accord de libre-échange comme une priorité. M. Barroso affirme que l'accord

serait « le moyen le plus économique de promouvoir la croissance ». Le ministre allemand de l'économie, Philipp Rösler, souhaite un accord global, n'excluant aucun secteur, ni l'agriculture, ni la culture. « Il serait dommage d'imposer des restrictions préalables au contenu des discussions et d'exclure certains secteurs ».

L'objectif est de conclure d'ici deux ans. La France veut un calendrier plus long et une négociation plus limitée dans son objet. En clair, elle ne veut pas de l'accord. La ministre du commerce extérieur a affirmé qu'elle « défendrait un accord respectueux de nos valeurs, de la vision européenne de la culture, de notre modèle agricole et favorisant la transition écologique et énergétique ». Bref, tous les poncifs du politiquement correct à la française, qui explique le déclin français. Nos partenaires se souviennent qu'en 2000, c'est le gouvernement Jospin qui avait fait échouer le précédent projet

d'accord UE/USA. Nous allons être bien isolés.

Ce que nos ministres ne comprennent pas, c'est que produire français ne signifie plus rien, tant l'interpénétration des économies est grande ; ce qu'ils ne voient pas, c'est que l'air du grand large oblige nos entreprises à s'adapter ; c'est que le libre-échange apporte la paix, grâce au « doux commerce » cher à Montesquieu ; il permet de faire face à l'éclatement des connaissances, cher à Hayek, en bénéficiant du savoir-faire des autres ; c'est que l'économie, comme Bastiat l'avait compris, doit être regardée du point de vue des intérêts des consommateurs. En revanche, nos ministres en sont restés aux privilèges étatiques et aux nationalisations ; ils signeraient volontiers une nouvelle « pétition des marchands de chandelles ». Mais l'accord se fera, avec ou sans nous !

Jean Yves NAUDET

Chômage : la courbe a du mal à se courber

Le gouvernement réagit bien : oui, on la courbera cette année

Seuls les ignares, les innocents et les socialistes pouvaient croire que le chômage français allait diminuer, ou au moins se stabiliser. On atteint maintenant le chiffre record de janvier 1997, 3.200.000 pour les chômeurs « de catégorie A » (qui n'ont pas travaillé du tout au cours du mois), et 5.000.000 si l'on intègre les catégories B et C (personnes ayant travaillé partiellement au cours du mois et inscrites à Pole emploi). On frôle les 11% de la population active, et pour les jeunes le taux est de 25%. Enfin la part des chômeurs de longue durée et en fin de droits ne cesse d'augmenter. Voilà 21 mois successifs que le chômage progresse...

Hommage soit rendu au gouvernement : il ne désespère pas. Après que François Hollande ait imprudemment laissé entendre au cours d'une interview que l'inversion de la courbe ne serait peut-être pas pour 2013, et qu'on serait déjà heureux de la maîtriser, la porte parole du gouvernement Najat Vallaud-Belkacem a remis les choses au point après le conseil des ministres de mercredi : « Le Président a tenu à réaffirmer avec toute la force nécessaire l'objectif qui est le sien : parvenir à une inversion de la courbe du chômage d'ici à la fin de l'année 2013 ». Il faut pour les membres du gouvernement « accélérer le rythme de mise en œuvre [...] des

décisions prises annoncées pour consolider la croissance »... C'est dire qu'il y a du retard, et qu'il y a loin de la coupe aux lèvres. Par exemple pour les « emplois d'avenir » qui devraient toucher 100.000 jeunes cette année, on en est à 5.000.

Pas question évidemment d'envisager les vraies mesures anti-chômage : baisse des charges sociales, des impôts et de leur progressivité, libération du marché du travail, etc.. Sur libres.org on lira avec profit « En finir avec le chômage », écrit en 1996 : rien n'a changé. •

Italie : une crise de la démocratie à méditer en France

Rejet de la classe politique et scandales qui ont discrédité la gauche

Que l'Italie soit aujourd'hui ingouvernable, tout le monde en convient. Le scénario le plus probable, si l'on en croit nos informateurs et amis italiens, est une grande alliance, unissant comme en Allemagne naguère les deux grands partis traditionnels, droite et gauche, Berlusconi et Bersani. C'est ce que cherche à obtenir le Président Napolitano, assignant à ce gouvernement de transition la tâche unique de revoir la constitution et la loi électorale pour qu'une nouvelle consultation intervienne dans un an environ.

Toutefois, les résultats de ces élections générales ont deux causes majeures. La première est la percée spectaculaire de Beppe Grillo à la tête de son mouvement « Cinq étoiles ». Ce « Coluche italien » a réuni toutes les voix des électeurs

mécontents, qui ont rejeté la rigueur, l'euro, les Allemands, la finance, la mondialisation, et qui ont été séduits par des slogans démagogiques comme le salaire minimum à 1.000 euros. Il s'agit donc d'un populisme de gauche. Mais le tout est sur fond de rejet de la classe politique, accusée d'incompétence et de corruption.

C'est précisément la corruption qui a ruiné les chances de Bersani et de la coalition de gauche, qui aura perdu 6 points en une semaine à cause du scandale dit de la « Monte Paschi de Sienne ». Cette banque, pourtant doyenne des banques européennes, est actuellement dirigée par la municipalité communiste de Sienne. Elle a empoché un gain de 3 milliards d'euros à la suite d'une tractation avec la banque espagnole de Santander. Où sont passés ces 3 milliards ? Placés

en Suisse, ils ont été rapatriés « discrètement » pour soutenir la campagne de la coalition de gauche. La discrétion a manqué et le scandale s'est étalé, divisant la coalition. Certes la gauche n'a pas le monopole de la corruption et les frasques et malveillances de Berlusconi lui ont valu son élimination de la vie politique. Mais cela est déjà ancien et Berlusconi a bénéficié de la nouvelle percée de la Ligue du Nord, que l'on avait enterrée un peu trop tôt et qui règne à nouveau sans partage en Lombardie.

Vous n'aurez pas de mal à transposer ces événements à la situation de la France : défiance des partis « de gouvernement », populisme de gauche et de droite et méfiance générale à l'égard d'un Etat de moins en moins démocratique et de plus en plus technocratique. •

Retraites : les experts sont en place

Leur expertise ira-t-elle jusqu'à rompre avec la répartition ?

Apriori la réponse est non. On voit en effet dans quelles directions le débat s'oriente en coulisse. Parmi les solutions proposées pour faire face à l'explosion des causes d'assurance vieillesse du régime général, on évoque immanquablement le recul de l'âge de la retraite, la hausse des cotisations, la diminution des pensions (par exemple en cessant de les indexer sur l'inflation), l'allongement de la durée de cotisation, etc.

Faut-il s'étonner que l'on fasse dans le « politiquement correct » ? Ces experts sont en fait l'émanation des centrales syndicales et patronales, auxquelles on a adjoind quelques techniciens (dont l'économiste Daniel Cohen, qui n'a rien de libéral). Seule l'an-

cienne présidente du Centre d'Orientation des Retraites a lu la centaine de rapports qui ont été rédigés depuis trente ans sur ce lancinant problème. Mais le COR n'a jamais voulu prendre position contre le système de répartition, tout en démontrant qu'il explosera nécessairement.

Ainsi va-t-on demander à des plombiers de régler un problème de plomberie. Car la répartition n'est jamais qu'un problème de baignoire : il faut que le débit du robinet (cotisations) soit suffisant pour compenser l'évacuation de la bonde (les pensions). Suivant cette approche, il est évident qu'il faut ou bien ouvrir le robinet (cotisations) ou bien réduire la bonde (pensions), ou les deux à la fois : d'où l'avantage du recul de l'âge

de la retraite, on cotise plus longtemps et on est moins longtemps pensionné – à condition de ne pas trop vieillir.

Sur ces bases, il y a de fortes chances que la huitième réforme des retraites doive être modifiée par une neuvième dès l'an prochain. La seule solution, que Jacques Garello (Futur des retraites et retraites du futur, 3 tomes édités par l'ALEPS, l'IREF et Contribuables Associés) et bien d'autres ont proposée, c'est d'arrêter ces bricolages (ces réformes dites « paramétriques ») pour en venir à une réforme systémique : passer progressivement, mais dès maintenant, à un système de capitalisation, pratiqué avec succès par 50 pays au monde. •

Je me suis efforcé jusqu'à présent de présenter tout ce qui sépare l'économie naturelle, avec ses lois conformes à la nature des hommes et de leurs relations, et l'économie artificielle que la politique nous fait subir. La semaine dernière j'ai réfuté l'alibi préféré de ceux qui refusent l'économie naturelle : la fameuse « justice sociale ». Voici un deuxième alibi, qui a repris beaucoup de vigueur avec la crise que nous vivons.

L'élimination des crises

De Malthus à Keynes

Les XIX^e et XX^e siècles ont été obnubilés par l'idée de « la crise » (titre de l'ouvrage publié par Malthus en 1792). La crise serait une désorganisation régulière et inéluctable de l'économie naturelle, fonctionnant suivant les seules lois du marché. Elle se marquerait par la surproduction, l'effondrement des prix, les faillites, le chômage. La crise frapperait périodiquement toute économie et atteindrait tous les secteurs sans exception.

Que faire ? Malthus avait eu le cynisme de dire qu'il valait mieux ne rien faire et laisser mourir les pauvres dans les rues plutôt que de s'en remettre à l'Etat, parce qu'il y aurait encore plus de pauvres.

Un siècle et demi plus tard, Keynes a été moins pessimiste que son maître. Il a présenté la crise comme inhérente à l'économie de marché, capable de secréter un « équilibre de sous-emploi », mais dont on pouvait sortir par une habile politique de dépenses publiques destinées à relancer les entreprises. Il s'agit bien entendu d'un artifice, mais nécessité fait loi : quand la crise est là, une bonne injection de dépenses gouvernementales remplit les carnets de commande et permet l'embauche des chômeurs.

La crise, fruit de l'économie artificielle

Dès le début du XIX^e siècle, Jean

Baptiste Say montrait l'impossibilité d'une crise générale et durable, tout en reconnaissant l'existence de crises partielles et passagères liées aux ajustements structurels. Quelques années plus tard, Coquelin, observant que la crise n'avait pas atteint les pays de « banques libres », mettait en accusation les banques centrales accordant sans précaution des crédits quand tout allait bien et coupant les vivres sans ménagement quand tout allait mal. Un banquier ordinaire est responsable des crédits qu'il accorde, il est donc porté à plus de vigilance et de connaissance de la vie des entreprises ou des ménages qu'il soutient. En revanche, une Banque Centrale peut distribuer des « faux droits », c'est à dire émettre une monnaie qui n'a aucune contrepartie réelle. Elle n'a de compte à rendre à personne, elle dispose d'un monopole incontrôlé.

Politique d'une banque centrale



Les interventions artificielles sur le marché du travail ont aussi leur poids. Au sortir de la première guerre mondiale, quand le spectre du chômage massif apparaît en Angleterre, Jacques Rueff met en cause le système de la « dole », cette indemnité versée aux chômeurs qui prolonge indûment la période de chômage, renchérit le coût du travail et ruine des milliers d'entrepreneurs.

La Grande Dépression de 1929 a été provoquée par les erreurs de la FED et du Président Hoover et aggravée (et non résolue, comme on le dit) par le New Deal de Roosevelt, une poussée d'étatisme et de nationalisme sans précédent aux Etats Unis. Mais dans ces années 1930, les socialistes croyaient tenir enfin leur revanche sur le capitalisme terrassé par « la crise ».

L'artifice de l'inflation

Après la deuxième guerre mondiale, l'idée du réglage permanent de la croissance par les interventions de l'Etat, voire par la planification, a repris de la vigueur notamment dans l'esprit des gouvernants et de tous ceux qui ont intérêt à l'extension du secteur public : bureaucrates, syndicalistes, corporatistes, etc. Il a fallu attendre les chocs pétroliers des années 1970 pour commencer à douter sérieusement des capacités de l'Etat dans ce domaine.

A l'époque, le chômage et l'inflation se sont mis à grimper parallèlement, donc on ne pouvait plus prétendre lutter contre le chômage en relançant l'économie par des dépenses publiques ou privées massives financées par l'inflation. En termes techniques, on a dit que la « courbe de Phillips » s'était inversée. Cette courbe, d'une logique au demeurant douteuse, voulait prouver que plus l'inflation était forte, plus le chômage se réduisait. Milton Friedman et les monétaristes ont dégonflé la baudruche.

Dans les années qui ont suivi, les gouvernements se sont vu interdire les manipulations monétaires et l'inflation a disparu. Quant au chômage, il s'est résorbé naturellement par l'application d'une « politique de l'offre » consistant à rendre aux entrepreneurs, et de façon plus large à tous les entrepreneurs, l'envie et les moyens de se remettre en chantier. Cela fut fait notamment avec la « Reaganomics » : baisse des impôts et de leur progressivité, liberté du marché du travail.

Revanche des Keynésiens et retour à l'Etat

Il a fallu les deux secousses, de 2001 d'abord (la peur d'une catastrophe économique fait douter les Américains traumatisés par l'attentat des Twin Towers et aboutit à une politique inconsciente d'émission du dollar par la FED), puis de 2008 après la crise des subprimes, pour que la hantise de la crise habite à nouveau les esprits et inspire des politiques keynésiennes de relance de l'économie à grands coups d'injections monétaires et de déficits budgétaires, les unes

autorisant les autres. C'est le refrain que nous ont servi non seulement les hommes politiques du monde entier (les réunions du G 20 à partir de 2009 ont été édifiantes) mais aussi la majorité des économistes, notamment ceux du FMI.



Il a provoqué la crise, mais l'Etat s'en lave les mains

En fait la relance a eu pour effet le plus évident d'alourdir brutalement la dette publique. Au prétexte qu'on ne pouvait pas sérieusement couper dans les dépenses publiques, restait soit à augmenter les impôts soit à les financer par une inflation ouverte. Comme l'augmentation des impôts a atteint un tel niveau que les effets Laffer se multiplient et que la croissance en est stoppée, la solution de l'inflation s'imposera tôt ou tard. Quelle régulation !

L'économie naturelle paralysée

Aujourd'hui, ces artifices pour sortir d'une crise artificielle sont vains et empêchent les principes de l'économie naturelle de fonctionner avec leur pleine efficacité. Ces principes naturels ne disparaissent pas avec la crise, puisqu'ils sont

inscrits dans la nature des hommes et des choses, mais sont viciés par l'économie artificielle.

Dans une économie naturelle, la crise macro-économique, frappant des millions de chômeurs et tous les secteurs d'activité, est impenable. En effet, l'ajustement est permanent entre l'offre et la demande, les entreprises s'adaptant sans cesse aux indications micro-économiques du marché qui émet des signaux (prix et profits) suffisants pour découvrir pénuries et excédents. Or les prix sont exprimés en monnaie et tout artifice monétaire vient fausser les anticipations des producteurs et des consommateurs. Parallèlement, la confiscation des profits freine l'innovation et l'adaptation. De la sorte, les déséquilibres qui apparaissent normalement dans une économie en évolution permanente ne sont pas redressés, mais aggravés. Les ressources des entreprises et des ménages ne sont plus là où elles devraient être : c'est le « malinvestissement » (Hayek) et la « malconsommation », l'argent étant gaspillé à des emplois inutiles ou non désirés et faisant défaut là où il en est besoin.

Une économie solide ne peut être construite sur les sables mouvants de la politique.

La stabilité monétaire, la maîtrise des dépenses publiques, la déréglementation et le libre échange sont donc les moyens naturels d'éviter la « crise » et, quand elle se produit pour des raisons exogènes (chocs politiques notamment), de la digérer rapidement, sans dommage durable.

Hélas la logique de la classe politique n'est pas celle de l'économie naturelle : puisqu'ils dirigent la police, la défense et la justice, pourquoi pas l'économie ? C'est ce que j'évoquerai la semaine prochaine.

Le Forum de Grenoble
s'est ouvert



Il a été porté sur les fonts baptismaux par le Cercle Frédéric Bastiat et son Président Jean Némot-Rajot. Rien d'étonnant à cette spontanéité : Grenoble et le Dauphiné ont une belle réputation d'indépendance à l'égard du pouvoir central et le parrainage de Bastiat est naturel.

Mardi dernier 26 février le forum s'est ouvert sur le thème « Le modèle français est-il encore viables ? » Les débats ont été introduits par une conférence de Jean Louis Caccamo, Maître de Conférences à l'Université de Perpignan. Principales interventions et conclusions sur les thèmes : faillite de la Sécurité Sociale, hypertrophie de l'Etat, responsabilité de la redistribution dans la crise et le chômage, comparaisons internationales, réformes libérales.

Contact : jean.nemotrajot@sfr.fr port. 06 20 52 11 77



**L'enseignement social de Benoît XVI :
Une vision anthropologique**

Le professeur Jean Yves Naudet, bien connu de nos lecteurs, est le grand spécialiste français de l'éthique économique et de la doctrine sociale de l'Eglise catholique ; il préside l'Association des Economistes Catholiques de France. Que nous aura dit Benoît XVI sur la question sociale ? Son idée maîtresse est que la question sociale est devenue anthropologique ; elle est liée à la place de la morale et de la spiritualité chez les êtres humains qui composent la société. Les dérèglements économiques ne font que traduire une crise morale. On a oublié « la dignité inviolable de la personne humaine, de même que la valeur transcendante des normes morales naturelles », écrit Benoît XVI.

Le Figaro, lundi 25 février débats



L'Eglise et l'Etat, la grande histoire de la laïcité

Jean Etévenaux

Jean Etévenaux, historien et enseignant, nous rappelle deux millénaires de faits méconnus ou déformés sur l'histoire de la chrétienté et ses relations avec le pouvoir politique.

L'Eglise catholique a périodiquement été humiliée, assujettie, persécutée. Néron (54-68) désigne les chrétiens de Rome comme responsables de l'incendie qui a ravagé Rome. Boucs émissaires, ils sont torturés, brûlés, jetés aux bêtes. L'hostilité à l'égard des chrétiens est entretenue par de nombreuses rumeurs (ils passent indûment pour des comploteurs, des barbares et des « mangeurs d'enfants ») à l'encontre des enseignements de cette religion qui emprunte le meilleur de la civilisation gréco-latine.

Après deux siècles de persécutions, Galère (305-311), le successeur de Dioclétien, signe le premier édit de tolérance accordant aux chrétiens la liberté de conscience et de culte. Sous Constantin (306-337), le christianisme pourra se manifester librement. Au cours du IV^e siècle, l'Eglise chrétienne atteint même le statut de religion d'Etat. C'est la grande époque des Pères de l'Eglise : Athanase d'Alexandrie, Basile de Césarée, Ambroise de Milan, Grégoire de Nazianze... L'empereur Justinien (527-565) fait même des évêques ses propres agents... Le premier millénaire est d'ailleurs considéré par l'auteur comme un « accord chrétien » avec les nouveaux peuples. L'Afrique du Nord est christianisée, les Goths se convertissent à l'arianisme et les Francs au catholicisme. Quant au phénomène celte, il est sans équivalent dans l'Histoire : à partir du IV^e siècle, l'Eglise celte s'est développée dans les îles britanniques et évangélise l'Europe en Bretagne. Par ailleurs, grâce à l'Eglise de l'Est, les premiers missionnaires arrivent en Inde et en Chine.

A partir du IX^e siècle et jusqu'au XV^e siècle, on assiste au développement de la papauté et à l'apparition des grands Etats européens. C'est aussi l'époque de l'empereur qui « va à Canossa » et de la crise cathare. Jean Etévenaux revient sur la période de l'Inquisition et rétablit quelques vérités face aux élucubrations de Voltaire et à un faux du XIX^e siècle. Nous sommes très, très loin des « millions de morts » dénoncés par le pape de l'athéisme, Michel Onfray et par la propagande gauchiste. On estime à quelques dizaines les condamnations à mort au nom de l'Eglise. De plus, nombre de ces condamnations ont été rendues et sauvagement exécutées par des pouvoirs politiques laïques.

Enfin, l'auteur consacre plusieurs chapitres nous rappelant les nombreuses persécutions dont sont victimes aujourd'hui les chrétiens un peu partout dans le monde : les coptes d'Egypte, les Arméniens, les chrétiens dans les pays musulmans, dans certains pays d'Asie, en Afrique... L'auteur n'insiste pas beaucoup sur les crimes du communisme. Il aurait peut-être pu consacrer quelques pages au martyr et à l'assassinat du père Popieluszko en Pologne en 1984, au père Calciu en Roumanie qui a passé 21 ans dans les geôles de Ceausescu, ou au cardinal Van Thuan, évêque de Saïgon, emprisonné pendant 11 ans par le Viet Minh. Mais les souffrances de l'Eglise et des croyants sont si fréquentes qu'il faudrait plus d'un ouvrage pour en parler...

Bogdan Calinescu

Jean Etévenaux *L'Eglise et l'Etat, la grande histoire de la laïcité,*
Saint-Léger éd. 2012